

Rapport de l'Observatoire du Seco

La libre circulation des personnes renforce la place économique

Le dernier rapport du Secrétariat d'Etat à l'économie sur la libre circulation des personnes et ses effets sur le marché suisse du travail tire un bilan positif de cette pratique. Au cours de ces onze dernières années, l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE a largement contribué à la croissance de l'économie et de l'emploi en Suisse. Ses répercussions négatives sont restées limitées. Pour l'Union patronale suisse également, le bilan global est positif.

Le neuvième rapport du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) sur la libre circulation des personnes et ses répercussions sur le marché suisse du travail (neuvième rapport sur l'Observatoire) dresse un bilan positif de la situation. Ces onze dernières années, l'immigration en provenance de l'UE/AELE s'est beaucoup orientée sur la demande de main-d'œuvre des entreprises.

Bonne capacité d'absorption

Le marché suisse du travail a présenté une bonne capacité d'absorption. Entre 2002 et 2012, le nombre des actifs a progressé de plus d'un demi-million. Le taux des Suisses actifs et celui des personnes actives en provenance de l'espace de l'UE/AELE ont légèrement progressé.

Le système suisse des assurances sociales a également bénéficié de la libre circulation des personnes. La forte immigration a ralenti le vieillissement de la population et a soulagé les assurances sociales du premier pilier financées selon un mécanisme de répartition (AVS/APG/AC).

Pas de répercussions négatives sur les salaires

Le rapport ne constate pas d'effets d'éviction généraux liés à l'immigration. La libre circulation des personnes n'a produit qu'un effet minimal pour le personnel suisse très qualifié. Les chercheurs estiment l'augmentation du chômage due à l'immigration chez les personnes hautement qualifiées nées en Suisse à hauteur de 0,2 point de pourcentage.

Le taux de chômage est demeuré constant depuis les années nonante. Entre 2003 et 2012, ce sont les ressortis-

sants suisses qui ont toujours connu le taux de chômage le plus bas. Les bas salaires n'ont pas non plus chuté ces dernières années. Les mesures d'accompagnement y ont sans doute largement contribué.

«Le système suisse des assurances sociales a aussi bénéficié de la libre circulation»

Renforcement structurel de la place économique

Pour Thomas Daum, directeur de l'Union patronale suisse, non seulement l'immigration en provenance de l'UE suit l'évolution conjoncturelle, mais elle renforce structurellement la place économique suisse. «Notre pays a besoin pour son économie fortement développée de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée en suffisance; or, la relative exigüité de son marché ne peut jouer ce rôle de réservoir.»

L'enquête suisse sur la population active (ESPA) pour le premier trimestre 2013 le confirme: 30 pour cent des entreprises ont des difficultés à recruter du personnel qualifié; le taux atteint même 45 pour cent dans le domaine de la finance. «Même si nous épuisons au mieux le potentiel de la population active autochtone en prenant, entre autres, des mesures de formation, nous manquons de spécialistes, de chercheurs et de cadres pour notre place scientifique, industrielle et financière», poursuit M. Daum.

Ne pas mettre en péril la libre circulation des personnes

La réglementation prévue par l'initiative contre l'immigration de masse, selon Thomas Daum, compromet le régime de la libre circulation des personnes axé sur la demande. De plus, le pilotage autonome de l'immigration en provenance de l'UE entraînerait la résiliation de l'ALCP et, avec lui, la dénonciation des six autres accords bilatéraux I. Les entreprises suisses perdraient l'accès non discriminatoire au marché intérieur européen. «Force est de conclure que l'initiative contre l'immigration de masse représente un risque majeur pour la place économique suisse.»

Pour Thomas Daum, les effets collatéraux de l'immigration ne remettent pas fondamentalement en question le bilan globalement positif de la libre circulation des personnes. «L'immigration n'est pas la cause principale des problèmes grandissants que nous connaissons sur le marché immobilier ou sur les infrastructures; elle n'a fait qu'accentuer et accélérer des évolutions déjà en cours.» C'est pourquoi des mesures ciblées s'imposent dans les domaines politiques concernés. Renoncer à la libre circulation des personnes serait assurément la mauvaise option. ■

Infos sur le rapport:
www.seco.admin.ch